

**Conseil de site
Séance du 14 février 2023**

Délibération n°3
Portant approbation de la modification de la charte des thèses

Vu le code de l'éducation ;

Vu l'ordonnance n° 2018-1131 du 12 décembre 2018 relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement ou de fusion des établissements d'enseignement supérieur et de recherche ;

Vu le décret n°2019-1095 du 28 octobre 2019 portant création de CY Cergy Paris Université et approbation de ses statuts ;

Vu l'arrêté du 26 août 2022 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat ;

Vu la délibération n°7 du conseil d'administration de l'Université de Cergy-Pontoise du 11 février 2014 portant approbation de la charte des thèses ;

Vu la délibération du conseil d'établissement du 7 février 2023 portant avis sur la modification de la charte des thèses ;

Considérant que la charte des thèses formalise les engagements réciproques du doctorant, du directeur de thèse, du directeur de l'unité de recherche, du directeur de l'école doctorale et de l'établissement auprès duquel s'inscrit le doctorant,

Considérant que l'arrêté du 26 août 2022 susvisé a modifié l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat ; que la charte des thèses doit, en conséquence, faire l'objet de modifications afin de répondre à cette nouvelle réglementation,

Considérant que les modifications portent sur le déroulé de la soutenance et sur l'éthique et l'intégrité,

Après en avoir délibéré :

Vote

Nombre de membres en exercice : 32

Nombre de membres présents : 19

Nombre de membres représentés : 3

Membres absents et non représentés : 0

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Non-participation : 0

Article 1er :

Le conseil de site approuve la modification de la charte des thèses telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

La présente délibération sera transmise au recteur de la région académique d'Ile-de-France, chancelier des universités, et entrera en vigueur à compter de sa publication.

Article dernier :

La directrice générale des services et l'agent comptable de l'université sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le président de CY Cergy Paris Université,



Laurent GATINEAU

Transmise au rectorat le : 21 mars 2023

Publiée le : 22 mars 2023

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.

- ◇ École doctorale **Art, Humanité, Sciences Sociales - AHSS**
- ◇ École doctorale **Droit et Science Politique - DSP**
- ◇ École doctorale **Éducation, Didactiques, Cognition - EDC**
- ◇ École doctorale **Sciences et Ingénierie – SI**
- ◇ École doctorale **d'Économie, Management, Mathématiques, Physiques et Sciences Informatiques – EM2PSI**

CHARTRE DES THÈSES

Vu l'arrêté du 25 mai 2016 modifié par l'arrêté du 26 août 2022 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat.

La présente charte des thèses définit les principes fixés par CY Cergy Paris Université.

ARTICLE 1 - OBJECTIF DE LA CHARTRE DES THÈSES

La préparation d'une thèse repose sur l'accord librement conclu entre le doctorant et le directeur de thèse et les co-directeurs et co-encadrants, à l'occasion du recrutement du jeune chercheur. Cet accord porte sur la définition précise du sujet et sur les conditions de travail nécessaires à l'avancement de la recherche, y compris financières.

Conformément à l'arrêté du 25 mai 2016 modifié par l'arrêté du 26 août 2022, il revient au directeur de l'école doctorale de s'assurer que « les conditions scientifiques, matérielles et financières sont assurées pour garantir le bon déroulement des travaux de recherche du doctorant et de préparation de la thèse », après avis du directeur de l'unité de recherche sur la qualité du projet et les conditions de sa réalisation.

La charte des thèses formalise les engagements réciproques du doctorant, du directeur de thèse, du directeur de l'unité de recherche, du directeur de l'école doctorale et de l'établissement auprès duquel s'inscrit le doctorant. Elle est signée par les parties au moment de l'inscription du doctorant.

Son objectif est de clarifier les responsabilités, droits et devoirs de chacun.

Les différents partenaires engagés par cette charte sont :

- le doctorant, qui s'engage à mettre en œuvre les moyens dont il dispose pour mener à bien le projet de recherche préalablement défini et à suivre les actions de formation nécessaires à son travail de recherche et à la poursuite de sa carrière ;
- le directeur de la thèse, qui a la responsabilité scientifique du travail, l'encadre et veille à ce que le doctorant puisse suivre les actions de formation proposées par l'école doctorale et le Collège doctoral ;
- le directeur de l'unité de recherche au sein de laquelle le doctorant effectue sa recherche, qui veille à la bonne intégration du doctorant dans son unité et à la qualité des conditions de travail nécessaires à la réalisation de la recherche engagée ;

- l'école doctorale, portée par l'établissement délivrant le diplôme national de docteur, qui regroupe les unités de recherche accueillant les doctorants autour d'un projet de formation doctorale, intervient dans leur recrutement,

organise en collaboration avec le Collège doctoral, leur formation, les prépare à la poursuite de leur parcours professionnel et veille au respect des dispositions de la présente charte ;

- l'établissement auprès duquel s'inscrit le doctorant, personnalité juridique qui a la responsabilité administrative de sa formation.

ARTICLE 2 - LA THÈSE : ÉTAPE D'UN PROJET PERSONNEL ET PROFESSIONNEL

La préparation d'une thèse doit s'inscrire dans le cadre d'un projet personnel et professionnel clairement défini dans ses buts comme dans ses exigences. Elle implique la clarté des objectifs poursuivis et la définition des moyens mis en œuvre pour les atteindre.

La poursuite de carrière souhaitée par le doctorant doit être précisée le plus tôt possible et faire l'objet d'entretiens avec son directeur de thèse et d'un accompagnement du Collège doctoral, en charge notamment de la formation doctorale.

Les statistiques nationales sur le devenir des jeunes docteurs et les informations sur le devenir professionnel des docteurs formés dans son unité de recherche et son école doctorale lui sont communiquées.

Afin de permettre que l'information sur les débouchés soit fournie aux futurs doctorants de l'unité de recherche, tout docteur sortant doit informer son directeur de thèse, ainsi que le responsable de son école doctorale, de son devenir professionnel pendant une période de cinq ans après l'obtention du doctorat. Le docteur s'engage, en outre, à répondre aux questionnaires envoyés par l'établissement, à indiquer ses changements d'adresse postale et de messagerie internet pendant cette période et à renseigner et mettre à jour, lorsqu'il existe, l'annuaire des docteurs de son école doctorale. Le règlement intérieur de chaque école doctorale en précise les modalités.

Inscrit dans une école doctorale, le doctorant doit se conformer au règlement intérieur en vigueur et notamment participer aux enseignements, conférences et séminaires proposés. Afin d'élargir son champ de compétences et de faciliter sa poursuite de carrière, des formations complémentaires lui sont proposées. Il lui incombe néanmoins, en s'appuyant sur l'école doctorale, le Collège doctoral et l'établissement de se préoccuper de sa poursuite de carrière. Cette stratégie peut inclure la participation aux journées Doctoriales® ou à toute autre formation approuvée par l'école doctorale, y compris à l'initiative du doctorant (colloques, journées d'études, ...).

ARTICLE 3 – SUJET ET FAISABILITE DE LA THÈSE

L'inscription en thèse précise le sujet de recherche, le contexte de la thèse et l'unité d'accueil.

Le sujet de thèse conduit à la réalisation d'un travail à la fois original et formateur, dont la faisabilité s'inscrit dans le délai prévu. Le choix du sujet de thèse repose sur l'accord entre le jeune chercheur et le directeur de thèse, formalisé au moment de l'inscription. Le directeur de thèse, sollicité en raison d'une maîtrise reconnue du champ de recherche concerné, doit aider le doctorant à dégager le caractère novateur du sujet dans le contexte scientifique et s'assurer de son actualité ; il doit également s'assurer que le doctorant fait preuve d'initiative et d'esprit d'innovation dans la conduite de ses travaux.

Préalablement au début du doctorat, le directeur de thèse et le directeur d'unité de recherche doivent définir les moyens nécessaires à la réalisation du travail et en garantir l'accès. A cet effet, chercheur à part entière, le doctorant est intégré, comme tel, dans son unité d'accueil.

ARTICLE 4 – ENCADREMENT ET DÉROULEMENT DE LA THÈSE

Le Doctorant

Le doctorant peut s'informer auprès de l'école doctorale du nombre de thèses en cours dirigées par son directeur.

Le doctorant a droit à un encadrement individualisé de la part de son directeur de thèse, qui s'engage à lui consacrer une part significative de son temps. Le principe de rencontres régulières et fréquentes est arrêté lors de l'accord initial. Un état succinct d'avancement des travaux doit être établi annuellement par le doctorant et son directeur.

Le doctorant s'engage sur un temps et un rythme de travail. Il a vis-à-vis de son directeur de thèse et de son école doctorale un devoir d'information régulière quant à l'avancement de sa thèse et aux difficultés rencontrées. A ce titre, il s'engage à remettre à son directeur autant de notes d'étape qu'en requiert son sujet et à présenter ses travaux dans les séminaires du laboratoire.

Le doctorant doit respecter un certain nombre de règles relatives à la vie collective et à la déontologie scientifique. Il se conforme au règlement intérieur de l'unité de recherche. Le doctorant ne doit pas se voir imposer par son laboratoire ou par l'établissement un surplus de travail étranger à ses travaux de thèse.

Le doctorant s'engage à suivre les formations proposées conformément aux modalités fixées par le règlement intérieur de son École Doctorale de rattachement.

Le Directeur de thèse

Le directeur de thèse s'engage à suivre régulièrement la progression du travail et à débattre des orientations nouvelles qu'il pourrait prendre au vu des résultats déjà acquis. Il a le devoir d'informer le doctorant des appréciations positives ou des objections et des critiques que son travail pourrait susciter et de lui proposer des pistes d'amélioration.

Afin d'avoir un encadrement efficace de chaque doctorant et de pouvoir suivre leur travail avec toute l'attention nécessaire, un directeur de thèse s'engage à ne suivre qu'un nombre limité de jeunes chercheurs. Le nombre maximum de doctorants encadrés par un directeur de thèse est arrêté par le règlement intérieur de l'école doctorale.

Le co-encadrant professionnel agissant dans le cadre du doctorat par le projet

Le co-encadrant professionnel est un praticien reconnu de son champ. Il accompagne le doctorant dans sa pratique et la réalisation de son projet.

Le Laboratoire de recherche

Le directeur du laboratoire doit favoriser l'intégration scientifique et matérielle du doctorant au sein de son unité de recherche.

Un suivi de l'avancement des travaux du doctorant est organisé au sein des laboratoires de recherche. Il pourra prendre la forme d'un entretien de thèse, d'une présentation de travaux au sein du laboratoire ou d'une journée de Doctorants, devant une communauté de chercheurs reconnus et compétents, avec, si possible, des professeurs extérieurs, et ce dans le cadre d'une démarche qualité.

Le doctorant ne saurait pallier les insuffisances de l'encadrement technique du laboratoire et se voir confier des tâches extérieures à l'avancement de sa thèse en dehors des tâches techniques dévolues à l'ensemble des membres de l'unité.

ARTICLE 5 - FINANCEMENT DE LA THÈSE

Les conditions de ressources matérielles et financières du doctorant pendant la durée de préparation de la thèse doivent être notifiées par le candidat et son directeur de thèse au directeur de l'école doctorale, sous contrôle du directeur du laboratoire. Il est recommandé de ne procéder à une inscription en thèse qu'après avoir clarifié avec le candidat ses conditions de ressources pendant la durée de la thèse.

Le règlement intérieur de chaque école doctorale définit éventuellement les conditions de financement de thèse minimum pour l'inscription en doctorat.

Lorsqu'une prolongation de la durée de thèse est accordée, les modalités de financement du doctorant pour la période complémentaire devront être précisées.

ARTICLE 6 – DUREE DE LA THÈSE

Une thèse est une étape dans un processus de recherche et de gestion d'un projet professionnel. Celle-ci doit respecter les échéances prévues, conformément à l'esprit de la formation doctorale et dans l'intérêt du doctorant.

La durée de référence de préparation d'une thèse, rappelée par l'arrêté du 25 mai 2016, est en règle générale de 3 ans en équivalent temps plein consacré à la recherche ; dans les autres cas, elle peut être au plus de 6 ans. A la fin de la deuxième année, l'échéance prévisible de soutenance doit être débattue, au vu de l'avancement du travail de recherche.

Des prolongations de durée peuvent être accordées à titre dérogatoire sur demande motivée du doctorant, après avis du directeur de thèse. Les inscriptions dérogatoires peuvent être accordées par le chef d'établissement sur proposition du directeur de l'école doctorale qui s'assure des conditions et des délais de fin de thèse (avancée des travaux, motivation du candidat, projet post-doctoral, financement de fin de thèse, etc.). Le directeur de l'école doctorale s'appuie sur les moyens mis en place pour le suivi de la thèse (par exemple, comité de suivi de thèse, livret du doctorant, soutenance à mi-parcours...) pour juger de la pertinence d'une prolongation de la durée de thèse. La liste des bénéficiaires de dérogation est présentée chaque année à la Commission recherche de l'établissement. Ces prolongations ne sauraient, en aucun cas, modifier substantiellement la nature et l'intensité du travail de recherches telles qu'elles ont été définies initialement. Les modalités de réinscription dérogatoire sont précisées dans le règlement intérieur de chaque école doctorale.

Dans tous les cas, la préparation du doctorat implique un renouvellement annuel de l'inscription du doctorant à l'université. L'année de suspension reste exceptionnelle et dans les conditions prévues par le règlement intérieur de l'école doctorale. L'arrêt d'une thèse doit être signalé à l'école doctorale par le doctorant et son directeur de thèse.

Pour se conformer à la durée prévue et dans l'intérêt du doctorant, celui-ci et le directeur de thèse doivent respecter leurs engagements relatifs au temps de travail nécessaire. En cas de manquements répétés du doctorant ou du directeur de thèse à leurs engagements respectifs, une procédure de médiation peut être engagée.

ARTICLE 7 – SOUTENANCE DE THÈSE

Le directeur de thèse propose au chef d'établissement par l'intermédiaire du directeur de l'école doctorale, la composition du jury et la date de soutenance dans le respect des textes réglementaires et des règles propres à l'établissement d'inscription.

Les modalités de soutenance sont précisées dans chaque règlement intérieur de chaque école doctorale.

À l'issue de la soutenance et en cas d'admission, le docteur prête serment, individuellement, en s'engageant à respecter les principes et exigences de l'intégrité scientifique dans la suite de sa carrière professionnelle, quel qu'en soit le secteur ou le domaine d'activité.

ARTICLE 8 – ETHIQUE ET INTEGRITE SCIENTIFIQUE

L'établissement CY Cergy Paris Université promeut la réalisation des travaux de recherche des doctorants dans le respect des exigences de l'intégrité scientifique et de l'éthique de la recherche. Les doctorants ont accès à une formation aux principes et exigences de l'éthique de la recherche et de l'intégrité scientifique. Ils s'engagent à les respecter pendant toute la durée de leur doctorat. CY Cergy Paris Université, les directeurs d'écoles doctorales, les directeurs de thèse, les directeurs d'unités de recherche et toutes les personnes encadrant ou participant au travail d'une doctorante ou d'un doctorant s'engagent à favoriser et à accompagner cet engagement.

ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITÉ

Dans le cadre de sa participation aux activités du laboratoire, le doctorant est amené à connaître des informations relatives à des projets de recherche développés, contractualisés ou non, par l'unité de recherche. Le doctorant s'engage à considérer et tenir comme strictement confidentiels, les informations, les résultats, les savoir-faire de quelque nature que ce soit dont il pourrait avoir connaissance ou qu'il pourrait recueillir, et ce jusqu'à ce qu'ils aient été rendus accessibles au public sans faute de sa part, par divulgation directe (publication, communication orale ...) par protection au titre de la propriété intellectuelle ou par toute autre forme.

Cette confidentialité est étendue à toutes les activités de recherche des autres unités de recherche de l'établissement que le doctorant aurait à connaître.

Le doctorant reconnaît être lié par une obligation de secret à l'égard de l'établissement et des tiers. Il s'engage à maintenir la confidentialité et à ne pas divulguer l'ensemble de ces informations pendant toute la durée de sa thèse et pendant les cinq années qui suivront la fin de la thèse.

Le règlement intérieur de chaque laboratoire précisera certaines règles de confidentialité.

Le co-encadrant professionnel dans le cadre du doctorat par le projet

Dans le cadre du doctorat par le projet, le co-encadrant professionnel est amené à connaître des informations relatives à des projets de recherche développés, contractualisés ou non, par l'unité de recherche et par le doctorant. Le co-encadrant professionnel s'engage à considérer et tenir comme strictement confidentiels, les

informations, les résultats, les savoir-faire de quelque nature que ce soit dont il pourrait avoir connaissance ou qu'il pourrait recueillir, et ce jusqu'à ce qu'ils aient été rendus accessibles au public sans faute de sa part, par divulgation directe (publication, communication orale ...) par protection au titre de la propriété intellectuelle ou par toute autre forme.

Cette confidentialité est étendue à toutes les activités de recherche des autres unités de recherche de l'établissement que le co-encadrant professionnel aurait à connaître.

Le co-encadrant professionnel reconnaît être lié par une obligation de secret à l'égard du doctorant, de l'établissement et des tiers. Il s'engage à maintenir la confidentialité et à ne pas divulguer l'ensemble de ces informations pendant toute la durée de sa thèse et pendant les cinq années qui suivront la fin de la thèse.

ARTICLE 10– PROTECTION DU DROIT D'AUTEUR – DROIT DE CITATION

Il est rappelé que le plagiat est interdit.

Le doctorant reconnaît avoir pris connaissance des règles propres de la propriété littéraire et artistique et s'engage à les respecter.

Conformément à l'article L.122-4 du code de la propriété intellectuelle, toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite. Il en est de même pour la traduction, l'adaptation ou la transformation, l'arrangement ou la reproduction par un art ou un procédé quelconque. Outre les exceptions de l'article L.122-5 du code de la propriété intellectuelle (particulièrement la courte citation), le doctorant devra requérir les autorisations nécessaires auprès des auteurs ou de leurs ayants-droit. Lorsqu'il y a reproduction d'images ou de figures, le doctorant en fera la demande auprès de l'auteur ou de ses ayants-droits.

ARTICLE 10 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10-1 DROITS DE PROPRIÉTÉ

Pendant la durée de sa thèse, le doctorant bénéficie de l'appui professoral, scientifique et technique de l'établissement et a accès aux connaissances et savoir-faire de ce dernier. Dans cet environnement, au cours de la réalisation de son projet de recherche, il peut être conduit à obtenir des résultats, objets de droits de propriété intellectuelle.

Le doctorant s'engage à en informer son directeur de thèse et son directeur d'unité de recherche et, en cas de résultats valorisables, y compris de logiciels et de matériels biologiques, le service de valorisation de son établissement et, le cas échéant, l'employeur qui rémunère son travail de recherche. Il s'engage à respecter les droits de propriété intellectuelle attachés aux dits résultats.

Le doctorant salarié est soumis au régime légal des inventions de salariés prévu par le Code de la Propriété Intellectuelle (article L. 611-7).

Les résultats obtenus par les doctorants non salariés sont gérés comme suit : si l'établissement manifeste son intérêt, les parties négocieront de bonne foi les conditions d'une valorisation des dits résultats au mieux des intérêts conjoints du doctorant non salarié et de l'établissement, au besoin dans le cadre d'une cession de droits.

Si des informations contenues dans un projet de publication ou de communication, doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété intellectuelle (exemples : brevet, déclaration à l'Agence pour la Protection des Programmes...), il est convenu que la publication (ou communication) pourra être retardée pour une période

définie préalablement en concertation avec le directeur de thèse et le service valorisation de l'établissement.

Si la qualité d'inventeur (ou d'auteur) au sens du Code de la Propriété Intellectuelle peut être reconnue au doctorant, son nom sera mentionné en cette qualité sur le titre de propriété intellectuelle concerné.

Le directeur met tous les moyens en œuvre pour assurer la promotion de l'utilisation des cahiers de laboratoire par les doctorants. A l'issue de la thèse, le cahier de laboratoire demeurera propriété de l'établissement. Le doctorant pourra en recevoir une copie, en respectant les règles de confidentialité en vigueur.

Le règlement intérieur de chaque laboratoire précisera certaines règles de propriétés intellectuelles

10-2 – PUBLICATION ET VALORISATION DE LA THÈSE

La qualité et l'impact de la thèse peuvent se mesurer par la valorisation écrite de la recherche du doctorant et notamment à travers les publications, les brevets et les rapports industriels qui seront tirés du travail du doctorant, qu'il s'agisse de la thèse elle-même ou d'articles réalisés pendant ou après la préparation du manuscrit.

La publication des résultats d'un travail de thèse doit respecter les droits d'auteur. Le doctorant doit apparaître comme auteur ou co-auteur sur l'ensemble des publications relatives à ses travaux.

Le doctorant doit également avoir la possibilité de valoriser oralement sa recherche en présentant son travail à des réunions scientifiques, à des « congrès de doctorants », à des séminaires ou à des conférences nationales ou internationales.

Le doctorant s'engage à :

- ne rien publier ou communiquer sur son travail de thèse, élaboré dans son équipe de travail, sans l'accord de son directeur de thèse et/ou de son directeur d'unité de recherche ;
- respecter les conditions de confidentialité qui lui ont été imposées et les pratiques de concertation habituelles avec d'éventuels partenaires extérieurs, ou les règles établies contractuellement lorsque le financement de la thèse est assuré en toute ou partie par un partenaire.

Le directeur de thèse et le directeur de l'unité de recherche s'engagent à :

- mentionner le nom du doctorant comme co-auteur dans toutes les publications écrites ou orales issues des travaux collaboratifs auxquels il aura participé, y compris après la soutenance du doctorat ;
- inciter le doctorant à publier ses travaux (seul ou comme co-auteur) ;
- conseiller le doctorant sur une stratégie de valorisation de ses travaux, pour l'élaboration des publications et une meilleure communication scientifique dans les revues et colloques ;
- prendre en charge financièrement les frais de mission du doctorant lorsqu'une communication est acceptée et ce suivant les règles en vigueur dans l'unité de recherche et l'école doctorale ;
- valoriser de manière générale le travail du doctorant.

ARTICLE 11 – DÉPÔT ET DIFFUSION DE LA THÈSE

Le règlement intérieur de chaque école doctorale précise les modalités de rédaction de la thèse.

A l'issue de la soutenance, le doctorant s'engage à déposer son manuscrit définitif selon les modalités en vigueur dans l'établissement d'inscription.

La thèse fera l'objet d'un signalement dans le catalogue et le portail Système Universitaire de Documentation (SUDOC), en précisant date et lieu de soutenance.

Sauf en cas de clause de confidentialité, le doctorant ne peut s'opposer à la communication de sa thèse au sein de l'établissement de soutenance et au sein de l'ensemble de la communauté universitaire. Sa diffusion en ligne au-delà de ce périmètre est, en revanche, subordonnée à l'autorisation de son auteur, et sous réserve de l'absence de clauses de confidentialité.

Lorsque la diffusion est autorisée, les modalités sont fixées par l'université d'inscription.

Dans le cas d'une diffusion par voie électronique, le service de documentation de chaque établissement délivrant le diplôme de docteur, pourra assurer la mise en ligne de la thèse, après signature par le docteur d'un formulaire d'autorisation présentant les garanties nécessaires vis-à-vis du droit de la propriété littéraire et artistique.

Indépendamment de la publication des résultats dans des revues scientifiques, et de la publication de la thèse, l'établissement sera autorisé à diffuser le résumé des thèses soutenues.

ARTICLE 12 – PROCÉDURES DE MÉDIATION

Tout conflit non résolu entre le doctorant et son directeur de thèse, et pour lequel le directeur d'unité de recherche n'a pu trouver de solution, ou tout conflit non résolu entre le doctorant et le directeur de l'unité de recherche doit être porté à la connaissance du directeur de l'école doctorale, qui, en concertation avec les parties, s'efforcera d'y remédier et de rechercher une solution acceptable par tous.

Le comité de suivi peut être saisi par l'une ou l'autre partie afin d'organiser une médiation. Il entend les différents protagonistes, produit un rapport qui est communiqué au.à la directeur.rice du Collège des études doctorales, au conseil de l'école, au.à la directeur.rice de l'École doctorale, au.à la directeur.rice de thèse, au directeur.rice de laboratoire et au.à la doctorant.e.

En cas d'échec de la médiation ou de conflit impliquant le directeur de l'école doctorale, il peut être fait appel par chacun des signataires de cette charte à deux médiateurs, qui sont désignés le Conseil de direction du Collège doctoral, l'un dans la discipline de la thèse, l'autre dans une autre discipline. Sans dessaisir qui que ce soit de ses responsabilités, les médiateurs écoutent les parties et proposent une solution appropriée. La mission des médiateurs implique leur impartialité. Cette procédure peut également être utilisée lorsque l'arrêt des travaux du doctorant est envisagé.

En cas d'échec des deux premiers niveaux de médiation, le doctorant ou l'un des autres signataires de cette charte peut demander au chef d'établissement la nomination par le Conseil de direction du collège doctoral d'un médiateur extérieur à l'établissement qui, après avoir écouté les parties proposera à son tour une solution en vue de résoudre le conflit dans un objectif d'achèvement de la thèse. En cas d'échec de la médiation, un dernier recours peut être déposé auprès du chef d'établissement.

Le doctorant pourra, dans les trois niveaux de médiation, se faire accompagner par un membre de son choix, élu du Conseil d'Établissement, parmi les enseignants-chercheurs et qui aura accepté cette mission.

Dans tous les cas, un rapport écrit devra être établi mentionnant les propositions ou décisions prises lors de la médiation. Ce rapport, signé par le doctorant, le directeur de thèse, le directeur de l'école doctorale et le chef

d'établissement sera conservé par l'école doctorale.

Dans le cas d'une décision d'arrêt de la thèse et à la demande du doctorant, le directeur de thèse et le directeur de l'école doctorale, lui remettront une « attestation d'activités de recherche ». Elle précisera, la nature et la durée des travaux effectués, ainsi que le contexte de la recherche. Le doctorant pourra utiliser cette attestation dans les limites de son objet.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Si le doctorat est effectué dans le cadre d'un partenariat avec un autre établissement, les parties se conformeront aux dispositions particulières mentionnées dans la convention de partenariat qui sera portée à la connaissance des signataires de cette charte.

L'établissement s'engage à agir pour que les principes de cette charte soient respectés pour les thèses préparées dans le cadre de ces conventions de partenariat.

ARTICLE 14– DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DIVERSES

Les dispositions de la présente charte relatives aux articles 7 « soutenance de thèse », 8 « confidentialité », 9 « protection du droit d'auteur - droit de citation », 10 « propriété intellectuelle », 11 « dépôt et diffusion de la thèse » et 12 « procédures de médiation » s'appliqueront également aux thèses en cours dès leur approbation.

Les établissements et les écoles doctorales se concerteront annuellement pour faire le point de l'application de la charte. Des représentants des doctorants, élus des Conseils des écoles doctorales seront associés à cette concertation.